



25ème session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec la Rapporteuse spéciale pour le logement adéquate en tant que composant du droit à un niveau de vie suffisant, et le droit à la non-discrimination dans ce contexte

Genève, le 10 mars 2014

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse souhaite remercier la Rapporteuse spéciale pour le droit à un logement convenable ainsi que le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation pour leurs rapports et les félicite pour la grande qualité du travail effectué durant leurs mandats respectifs.

En raison de la crise économique mondiale, le nombre de personnes bénéficiant d'un logement convenable a grandement diminué. Se prémunir contre ce problème représenterait non seulement une avancée pour les droits de l'homme, mais aussi un important avantage pour les Etats qui en bénéficieraient directement.

Madame la Rapporteuse spéciale, nous souhaiterions que vous apportiez la précision suivante :

Dans ce contexte de crise, soutenir les privés, par le biais de prêts ou de diminutions d'impôts, afin que ces derniers créent des zones ou des immeubles à loyer modéré représente une charge pour les Etats. Il en va de même pour l'octroi d'aides pour les locataires ayant un faible revenu. Pouvez-vous exposer plus en détail les avantages d'un tel investissement pour un Etat ?

Assurer la sécurité alimentaire de tous en éradiquant la faim et la malnutrition représente, aujourd'hui encore, un défi majeur pour l'humanité, entre autres en raison des dérives des actuels modes de consommation et de production. A ce titre, la concrétisation des droits de l'homme protégeant les populations rurales ainsi que la mise en œuvre effective de ces droits sont, de l'avis de la Suisse, des stratégies pertinentes pour réaliser la vision de l'élimination de la faim.

Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations Office and to the other International Organizations in Geneva

Rue de Varembe 9-11, CP 194, 1211 Genève 20
Tél. +41 (0)22 749 24 24, Fax +41 (0)22 749 24 37, www.dfae.admin.ch/geneve

Monsieur le Rapporteur spécial, votre engagement pour ancrer le droit à l'alimentation dans différentes enceintes liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, notamment dans le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, a été exemplaire et nous vous en sommes reconnaissants. Dans votre rapport, vous argumentez aussi pour une meilleure cohérence de la gouvernance mondiale en la matière, qui s'étendrait aussi au domaine commercial. Quelles mesures pourraient permettre d'améliorer cette cohérence et de déclencher une dynamique positive, notamment par l'inclusion de l'Organisation mondiale du commerce?

Je vous remercie.